

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

ÉTAT- Ministère chargé des Transports  
Direction Interdépartementale des Routes Centre-Est

#### *Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)*

Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Centre-Est  
par délégation de Mme la Préfète coordonnatrice des itinéraires routiers  
(Arrêté préfectoral N°69-2024-04-12-00002 du 12 avril 2024 portant  
désignation du pouvoir adjudicateur des marchés de la Direction  
Interdépartementale des Routes Centre-Est, publié au RAA N°69-2024-04-  
123-0002)

#### *Objet du marché*

DISTRICT DE MÂCON - REPRISE DE TALUS – DÉPARTEMENT DE SAÔNE-ET-LOIRE

## Table des matières

Chapitre I - GENERALITES.....	3
I.1. Objet du marché.....	3
I.2. Description des travaux.....	3
I.3. Accès aux chantiers.....	3
I.4. Installations de chantier.....	3
I.4.1 - Généralités.....	3
I.4.2 - Emplacement des installations.....	4
I.5. Règles de sécurité - Circulation de chantier .....	4
I.5.1 - Règles de sécurité .....	4
I.5.2 - Conditions de circulation et signalisation de chantier .....	4
I.5.3 - Circulation de chantier .....	4
I.5.4 - Transport .....	4
I.5.5 - Manœuvre des véhicules et engins de chantier .....	5
I.6. Nettoyage des voiries .....	5
I.7. Prescriptions particulières.....	5
Chapitre II - ASSURANCE QUALITE POUR LES DECHETS.....	5
Chapitre III - PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX.....	6
III.1. Généralités.....	6
III.2. Conformité aux normes, marques et avis techniques français.....	6
III.3. Matériaux 20/300 pour bêches.....	6
III.4. Matériaux 0/300 pour masques drainants.....	7
III.5. Géotextile.....	7
III.6. Drains.....	8
III.7. Regards.....	9
III.7.1 - Regards préfabriqués en béton.....	9
III.7.2 - Regards coulés sur place.....	9
III.7.3 - Dispositifs de fermeture.....	9
III.8. Bordures en béton.....	9
III.9. Dispositifs de retenue en béton.....	10
III.9.1 - Généralités.....	10
III.9.2 - Béton.....	10
Chapitre IV - EXECUTION DES TRAVAUX.....	11
IV.1. Références réglementaires et normatives.....	11
IV.2. Déblais.....	11
IV.3. Masques drainants.....	11
Chapitre V - RENOUVEE.....	12

# Chapitre I - GENERALITES

## I.1. Objet du marché

Le présent cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) définit les conditions de réalisation des travaux de reprise de talus suite à des glissements de terrain survenus sur des routes nationales situées dans le département de la Saône-et-Loire.

Les routes nationales concernées sont les suivantes :

- RN79 du PR 2+000 (commune de Digoin) au PR77+975 (commune de Charnay-les-Mâcon)
- RN70 du PR4-350 (commune de Saint-Léger les Paray) au PR47+1018 (commune de Montchanin)
- RN80 du PR11+000 (commune de Saint-Rémy) au PR39+300 (Montchanin).

## I.2. Description des travaux

Les principales prestations définies dans ce marché sont les suivantes :

- Terrassements et évacuation des déblais consécutifs aux glissements de terrains ;
- Création de chemin d'accès en pied de talus ;
- Fourniture et pose de géotextile sous masques drainants ;
- Création de bûches d'ancrage en pied de talus ;
- Fourniture, approvisionnement et mise en œuvre des matériaux d'enrochements 0/300 pour réalisation des masques drainants ;
- Traitement de la renouée du Japon

## I.3. Accès aux chantiers

En principe, l'accès aux chantiers est direct depuis la voie publique : BAU et accotement de la route nationale au bord de laquelle se trouve le talus à reprendre.

Si besoin, le district de Mâcon procédera à la neutralisation des BAU et des voies lentes (chaussées en 2 x 2 voies) ou à la mise en place d'un alternat (chaussées bi-directionnelles).

## I.4. Installations de chantier

### I.4.1 - Généralités

Le titulaire prend à sa charge les prestations prévues aux articles 31 et 37 du CCAG.

Le projet des installations de chantier indique la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et

d'assainissement et leurs dates de réalisation. Ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Le titulaire tiendra compte des contraintes particulières imposées aux chantiers figurant au présent CCTP. Le titulaire prend à sa charge l'amenée, l'entretien et le repliement du matériel et des bâtiments de chantier ainsi que la remise en état des lieux, sujétions incluses dans le prix correspondant du bordereau des prix.

#### ***1.4.2 - Emplacement des installations***

Le titulaire se procurera à ses frais, et par accord direct avec les propriétaires et exploitants intéressés, les terrains supplémentaires nécessaires aux installations de chantier. Il en informera le maître d'œuvre avant installation, par une copie de la convention d'occupation temporaire.

Ces frais sont considérés inclus et rémunérés par le prix « Installations de chantier ».

### **1.5. Règles de sécurité - Circulation de chantier**

#### ***1.5.1 - Règles de sécurité***

L'entrepreneur sera tenu de respecter les règles générales de sécurité, imposées aux entrepreneurs exécutant des travaux sur les routes nationales ouvertes à la circulation.

Les véhicules et personnels devront être équipés de la signalisation temporaire conformément à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière du 15 juillet 1974 et au Tome 2 du manuel du chef de chantier « route à chaussées séparées ».

#### ***1.5.2 - Conditions de circulation et signalisation de chantier***

Bien que la signalisation de chantier soit mise en place par le maître d'œuvre, l'entrepreneur doit veiller au maintien en place de celle-ci, repositionner occasionnellement des éléments déplacés et prévenir le représentant du maître d'œuvre de tous problèmes survenus sur le balisage en place.

#### ***1.5.3 - Circulation de chantier***

L'entrepreneur devra respecter les consignes de sécurité et de circulation imposées par le Maître d'œuvre.

#### ***1.5.4 - Transport***

Seuls seront admis sur le chantier les véhicules de transport répondant aux normes fixées par le code de la route.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour éviter de causer des dégradations aux voies publiques au cours de l'exécution des travaux. Un état des lieux avant et après travaux sera effectué. En cas de dégradations constatées, les dispositions de l'article 30 (alinéa 1.2.3.4.) du fascicule 1 du CCTG seront appliquées.

Dans le cas où l'entrepreneur ne respecterait pas les clauses visées au paragraphe ci-dessus, il serait responsable vis-à-vis de la DIR Centre-Est et des tiers des conséquences des dégradations.

**I.5.5 - Manœuvre des véhicules et engins de chantier**

Toute manœuvre de véhicule ou engin hors de la zone de chantier réglementaire balisée sera soumise aux prescriptions du Code de la Route.

Lors de l'exécution de toute manœuvre, la priorité restera aux usagers.

La circulation des autres véhicules se fera suivant les consignes particulières notifiées à l'Entreprise.

**I.6. Nettoyage des voiries**

L'entrepreneur sera tenu d'assurer en permanence sur les voies publiques empruntées par ses véhicules ou engins, les nettoyages rendus nécessaires par suite des travaux et de chutes éventuelles de matériaux.

L'entrepreneur procédera à l'enlèvement et à l'évacuation de tous les matériaux excédentaires.

**I.7. Prescriptions particulières**

Les travaux sont à réaliser de jour, de 8 h00 à 19 h00 - du lundi au vendredi.

**Chapitre II - ASSURANCE QUALITE POUR LES DECHETS**

Le contenu minimal est explicité dans les articles 40.1, 40.2, 41 et 42 du fascicule 68 du CCTG. L'entrepreneur remettra avec son offre un Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets (SOSED) dans lequel il décrit de manière détaillée :

- les centres de stockage ou centres de regroupement ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déblais à évacuer,
- les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qu'il va mettre en œuvre pendant les travaux.

Le tableau ci-dessous donne la nature et la quantité des déchets relative à la planification de la gestion des déchets que l'entrepreneur doit évacuer dans le cadre des travaux objets du présent marché.

Nature des déchets	
Déblais	Mise en décharge
Renouée du Japon	Evacuation en filière agréée de traitement

## Chapitre III - PROVENANCE ET QUALITÉ DES MATÉRIAUX

### III.1. Généralités

(art. II.1 du fasc. 66 du CCTG, art. 21 à 25 du CCAG)

Il est rappelé que la fourniture des matériaux, composants ou autres produits fait partie de l'entreprise. L'entrepreneur doit en conséquence imposer dans les conventions avec les fournisseurs ou producteurs toutes les obligations résultant du présent marché.

Tous les matériaux, composants ou équipements entrant dans la composition des ouvrages ou ayant une incidence sur leur qualité ou leur aspect, sont proposés par l'entrepreneur au maître d'œuvre selon les modalités (procédures et délais) prévues au CCTP.

### III.2. Conformité aux normes, marques et avis techniques français

Le présent CCTP prévoit que certains produits ou services doivent être conformes à des normes françaises non issues de normes européennes.

L'entrepreneur peut proposer d'autres produits ou services à condition d'une part, qu'ils soient conformes à des normes en vigueur dans d'autres états membres de l'espace économique européen et d'autre part, qu'ils soient acceptés par le maître d'œuvre, ce dernier restant seul juge de l'équivalence.

Le présent CCTP prévoit également que certains produits ou services doivent être titulaires soit d'une marque de qualité française (marque NF ou autre), soit d'un avis technique, d'un agrément ou d'une homologation émis par un organisme public français (Sétra, LCPC, CSTB, etc.).

L'entrepreneur peut proposer d'autres produits ou services à condition que ceux-ci bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'espace économique européen attestés par des organismes accrédités par des organismes signataires des accords dits "E.A." ou, à défaut, fournissant la preuve de leur conformité aux normes de la série NF EN 45000. Ces produits ou services doivent également être acceptés par le maître d'œuvre, ce dernier restant seul juge de l'équivalence.

### III.3. Matériaux 20/300 pour bêches

Les matériaux rocheux 20/300 pour bêches proviendront d'une carrière régulièrement autorisée soumise à l'approbation du maître d'œuvre.

Ils seront conformes à la norme NF EN 13383-1 d'août 2003 (Enrochements).

Ils doivent avoir une dureté suffisante pour pouvoir être manipulés avec des engins mécaniques sans se casser, ni se désagréger.

Ils doivent être homogènes et propres, ne s'altérer ni à l'air, ni à l'eau et être exempts de fissuration apparente.

Ils seront de granulométrie 20/300 pour éviter d'avoir trop de fines, non gélifs de catégorie F2 au sens de la norme NF EN1367-1 (Essais de détermination des propriétés thermiques et de l'altérabilité des granulats - Partie 1 : détermination de la résistance au gel-dégel).

$LOS$  et  $MD_E < 45$  et  $VBS < 0,15g/100g$

### III.4. Matériaux 0/300 pour masques drainants

Les matériaux rocheux 0/300 pour masques drainants proviendront d'une carrière régulièrement autorisée soumise à l'approbation du maître d'œuvre.

Ils seront conformes à la norme NF EN 13383-1 d'août 2003 (enrochements).

Les enrochements seront à angles marqués, de forme cubique de préférence à un enrochement tabulaire plus fragile ou à un bloc arrondi pénalisé par rapport à un bloc anguleux.

Ils doivent avoir une dureté suffisante pour pouvoir être manipulés avec des engins mécaniques sans se casser, ni se désagréger.

Ils doivent être homogènes et propres, ne s'altérer ni à l'air, ni à l'eau et être exempts de fissuration apparente.

Ils seront de granulométrie 0/300, non gélifs de catégorie F2 au sens de la norme NF EN1367-1 (Essais de détermination des propriétés thermiques et de l'altérabilité des granulats - Partie 1 : détermination de la résistance au gel-dégel).

Le coefficient de Los Angeles LA sera  $\leq 25$ .

La masse volumique des blocs devra être la plus importante possible, au minimum de  $2,5 \text{ T/m}^3$ .

La résistance mécanique des blocs doit permettre d'éviter la fragmentation lors du transport et la mise en place. Elle devra correspondre à un  $MD_E \leq 20 \%$

Les blocs devront présenter un indice de continuité  $I_c > 70$  et un degré de fissuration  $D_f < 20 \%$ .

Ces matériaux seront soumis à l'agrément du Maître d'œuvre.

### III.5. Géotextile

Le géotextile à mettre en œuvre sous le masque drainant, sera un produit certifié ASQUAL.

Il devra être un géotextile non tissé de **classe 6** et devra présenter les caractéristiques minimales suivantes :

- résistance à la traction (norme NF EN ISO 10319 de juillet 2015)  $> 20 \text{ kN/m}$
- résistance à la déchirure  $> 0,8 \text{ kN}$  ;
- allongement à l'effort maximal  $> 25 \%$ .

Chaque rouleau livré sur le chantier devra comporter un étiquetage précisant la désignation commerciale, le type et le conditionnement du produit. Le titulaire fournira une fiche d'identification du géotextile comportant :

- la désignation commerciale ;
- l'identification du producteur ;
- le mode de fabrication et les caractéristiques des constituants ;
- la masse surfacique ;
- l'épaisseur nominale ;
- le conditionnement des rouleaux.

Le stockage des géotextiles devra être effectué de manière à éviter tout colmatage par la poussière et la boue. Les rouleaux seront maintenus dans leur emballage d'origine jusqu'au moment de la mise en œuvre.

Les contrôles comprendront la vérification de la conformité du certificat de qualification et notamment la vérification de l'étiquetage et du marquage.

Les géotextiles ayant subi une exposition prolongée au rayonnement solaire ou endommagés seront évacués, à la charge du titulaire, en décharge régulièrement autorisée conformément au SOSED.

### III.6. Drains

Les tuyaux devront être préfabriqués dans des usines agréées et faire l'objet d'un marquage CE.

Les tuyaux pour drains seront de type autoroutier, en matière plastique rigide (polychlorure de vinyle ou polyéthylène) avec fentes transversales et stries horizontales.

Tous les drains devront être visitables et furetables ; en conséquence, les raccords par coudes, réduction de section ou courbes brutales sont interdites.

Les caractéristiques techniques dimensionnelles, filtrantes et résistantes devront être conformes aux normes en vigueur et notamment à la norme NF P16-351 « Systèmes de canalisations en plastique pour drainage enterré » dernière version en vigueur (novembre 2013).

Ils seront soumis à l'agrément du maître d'œuvre et leur diamètre nominal sera de 200 mm.

Ils auront une résistance à l'écrasement permettant la passage d'un camion de chantier avec une charge à l'essieu supérieure à 20 T sans se rompre lorsqu'ils sont enterrés à 80 cm de profondeur.

Les drains seront enrobés de matériaux drainants 20/40.

Les matériaux drainants 20/40 destinés à l'exécution de la tranchées drainante seront fournis par l'entrepreneur et soumis à l'agrément du maître d'oeuvre.

Les matériaux devront répondre aux spécifications suivantes:

- $D < 40 \text{ mm}$
- passant à  $80 \mu\text{m} < 8 \%$
- $15 \% < \text{passant à } 5 \text{ mm} < 30 \%$
- $ES > 25 \%$
- $IG < 40 \%$  (indice de gel selon norme NF EN 1367-1 « Essais pour déterminer les propriétés thermiques et l'altérabilité des granulats – Partie 1 : détermination de la résistance au gel/dégel »).



### **III.7. Regards**

Les regards seront réalisés à l'aide d'éléments préfabriqués ou coulés en place.

#### **III.7.1 -      *Regards préfabriqués en béton***

Tous les produits préfabriqués le seront en usine ou sur un chantier spécial dont les installations mécanisées seront soumises à l'agrément du maître d'œuvre.

Les qualités des éléments mis en œuvre et les conditions de leur réception devront être conformes au fascicule 70 du CCTG.

Les éléments comportant des imperfections, blessures, fêlures seront évacués sans délai du chantier.

La manutention et la pose des éléments préfabriqués devront respecter les recommandations du fabricant.

#### **III.7.2 -      *Regards coulés sur place***

Les éléments coulés sur place (couronnements, fonds de regard, etc.) seront réalisés en béton C30/37.

Les différents éléments de regards sont scellés entre eux par un joint élastomère ou bitumineux. Les regards seront munis de joints intégrés aux raccordements avec les collecteurs et drains.

Les regards seront munis d'échelles ou d'échelons dès que la profondeur de l'ouvrage au radier sera supérieure à 1,50 m. Tous les ouvrages comporteront une crosse de sortie; à cet effet, les échelons supérieurs seront « porte-crosse ». Les échelons seront en acier galvanisé à chaud ou en fonte et conformes aux prescriptions du fascicule 70 du CCTG.

#### **III.7.3 -      *Dispositifs de fermeture***

Les dispositifs de fermeture des regards (cadres, tampons, etc.) seront de la classe D400 (charge d'essai de 400 kN) et verrouillables.

Les regards sur drains devront être équipés de tampons étanches, l'étanchéité étant assurée par un joint élastomère.

Chaque élément fourni devra comporter une marque dans la masse indiquant sa résistance.

### **III.8. Bordures en béton**

Les bordures seront constituées par des éléments préfabriqués en béton de ciment coulés pleine masse et répondront aux spécifications du fascicule 31 du CCTG.

Elles seront conformes aux spécifications de la norme NF EN 1340 de février 2004 intitulée

« Éléments pour bordures de trottoir en béton - Prescriptions et méthodes d'essai ».

Les provenances seront proposées dans le PAQ de l'entrepreneur et soumises à l'acceptation du maître d'œuvre.

### III.9. Dispositifs de retenue en béton

#### III.9.1 - Généralités

Les travaux consistent essentiellement en la réparation ou le remplacement de dispositifs béton de type GBA ou DBA.

Les dispositifs de retenue en béton seront utilisés conformément à la Circulaire n° 88-49 du 9 mai 1988 relative à l'agrément et aux conditions d'emploi des dispositifs de retenue des véhicules contre les sorties accidentelles de chaussée et plus particulièrement à son fascicule 3 intitulé « Dispositifs de retenue latéraux en béton ».

Les séparateurs en béton seront conformes aux spécifications de la norme NF P 98-426. Ils seront équipés de passages d'eau, de section égale à 30 cm, disposés au minimum tous les 20 mètres de façon adaptée au profil de la chaussée.

Les matériaux constitutifs des séparateurs en béton sont conformes aux prescriptions des normes NF P 98-426.

#### III.9.2 - Béton

Les spécifications destinées à assurer la durabilité du béton armé seront conformes au fascicule 65 du CCTG (chapitre 8) et à la norme NF EN 206+A2/CN complétées par les indications des suivantes en fonction des classes d'exposition :

Parties d'ouvrages	Classes d'exposition	Classe de résistance minimale en compression à 28 jours	Teneur minimale en liant	Nature du ciment	Dmax en mm
<b>Séparateur DBA et GBA</b>	XC4 XF4 XD3	C35/ 45	385kg	CEM I 42,5 N ou CEM II/A 42,5 N	22,4

L'emploi d'un entraîneur d'air et d'un plastifiant est obligatoire.

Les bétons proviendront obligatoirement d'usines titulaires du droit d'usage de la marque NF (centrale inscrite sur liste d'aptitude).

## Chapitre IV - EXECUTION DES TRAVAUX

### IV.1. Références réglementaires et normatives

- CCTG fascicule 2 « Terrassements généraux »;
- CCTG fascicule 70 « Ouvrages d'assainissement » ;
- Guide des terrassements des remblais et couches de forme - fascicules N°1 et N°2 – mai 2023 – CEREMA ;
- Norme NF P11-300 « Exécution des terrassements - Classification des matériaux utilisables dans la construction des remblais et des couches de forme d'infrastructures routières »

### IV.2. Déblais

Tous les déblais et matériaux impropres issus des purges des talus ou des terrassements pour les bêches, seront mis en décharge agréée.

### IV.3. Masques drainants

Les masques drainants seront réalisés sur toute la hauteur des talus de mauvaise tenue.  
L'épaisseur du masque sera arrêtée en accord avec le Maître d'œuvre.  
Le masque drainant sera raccordé au réseau de drainage existant.

Les enrochements les plus gros seront posés d'abord en buttage de pied de talus.

Le massif d'enrochement est constitué par un enchevêtrement d'éléments calés les uns sur les autres. L'ouvrage forme un ensemble très stable qui présente un parement exempt d'écueils et de cavités.

Les vides créés entre les éléments ne doivent dépasser 30 % du volume théorique de l'ouvrage.

**Dans le cas de glissements de talus importants, il pourra être nécessaire de réaliser une bêche d'ancrage en pied de talus en matériaux 20/300.**

**Dans certains cas, à la demande du maître d'oeuvre, un géotextile de classe 6 sera mis en œuvre sous la couche d'enrochements.**

# Chapitre V - RENOUEE

## Fiche EEE 4



*Reynoutria japonica* Houtt.

**Renouée du Japon**

*Reynoutria xbohemica* Chrtek & Chrtkova

**Renouée de Bohème**

Polygonacées

La Renouée du Japon et la Renouée de bohème ont un aspect général très semblable et des conséquences similaires sur le milieu naturel. Toutefois, il est intéressant de les identifier afin de connaître plus finement leur répartition respective et leur différence d'implantation sur les bords de routes.



• **Fleurs** : blanches, verdâtres ou rougeâtres réunies en inflorescences\* dressées, insérées à l'aiselle des feuilles.



• **Feuilles** : entières, alternes, largement ovales, tronquées ou en cœur à la base.



• **Tiges** : cylindriques, creuses, ponctuées de rouge sombre; souvent nombreuses.

- *Reynoutria japonica* : feuilles nettement tronquées à la base, à face inférieure totalement glabre\* ;
- *Reynoutria x bohemica* : feuilles légèrement en cœur à la base, à face inférieure munie de courts poils droits sur les nervures (visibles à la loupe ou à l'œil nu en lumière rasante).
- La Renouée de Sakhaline (*Reynoutria sachalinensis* (F.Schmidt) Nakai) est connue de quelques rares localités du Beaujolais et du Val de Saône. L'essentiel des mentions de cette espèce doivent toutefois être rapportées à l'hybride *R. x bohemica*, végétativement plus compétitif que ses parents.

## Origine & historique

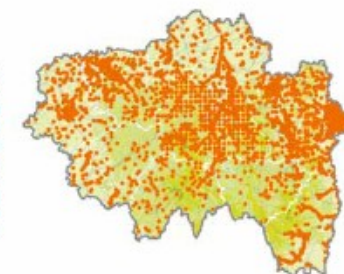
La Renouée du Japon est originaire d'Asie de l'Est et du Nord. Elle a été introduite en Europe au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle à des fins ornementales, mellifères et fourragères (peu appréciée par les animaux en réalité). Les Renouées asiatiques sont devenues envahissantes après une période de latence d'environ 100 ans.

## Habitat & répartition

Les deux Renouées apprécient les milieux frais à humides riches en azote (forêts alluviales, berges, fossés...). Elles prospèrent également dans les milieux régulièrement perturbés par l'homme (talus, bords de route, terrains remaniés...). Elles sont présentes en France sur l'ensemble du territoire.

## Modes de reproduction & de propagation

Les rhizomes\* des Renouées forment des réseaux denses dans le sol (jusqu'à 8 à 12 m de longueur et 1 à 2 m de profondeur) qui leur permettent de s'étendre rapidement. La propagation vers d'autres sites se fait par des fragments de tiges (se bouturant\* facilement) ou de rhizomes\*. Ceux-ci sont transportés par l'eau, par les animaux ou par l'homme lors de travaux d'aménagement. Bien que la reproduction sexuée semble possible en France, elle ne constitue qu'un mode de reproduction anecdotique : les populations fleurissent trop tardivement pour fructifier.



Carte d'implantation des Renouées en France, d'après le CBN. Modifié par le CBN. © 2014 Météo France - 2014.

## Nuisances & lutte contre sa prolifération

Les Renouées sont des espèces très productives : environ 30 tonnes/ha/an (parties aériennes et souterraines). Les peuplements de Renouée contiennent généralement très peu d'autres espèces : d'une part, la lumière est occultée par la formation rapide d'un couvert dense, d'autre part, les racines produisent des substances toxiques pour les autres espèces. Ainsi, la biodiversité locale est grandement diminuée, la régénération des forêts alluviales perturbée et les berges fragilisées par l'absence de couvert en hiver.



Aucune technique n'a aujourd'hui fait ses preuves dans la lutte contre les Renouées. Pour affaiblir ou éliminer une population, il conviendrait d'effectuer une fauche répétée (7 à 8 fois par an pendant 4 à 7 ans) ou bien de replanter des concurrents ligneux tout en effectuant des arrachages fréquents. Il convient en revanche d'éviter les fauches occasionnelles (elles revitalisent les plantes et comportent des risques de dispersion de fragments) et l'utilisation d'herbicides\* qui n'a qu'un effet temporaire. Si les moyens de lutte contre de vastes populations sont très lourds et difficiles à mettre en place, il demeure important d'agir préventivement. Il convient alors : de ne pas utiliser, dans les chantiers, de terre contenant des rhizomes\* de Renouée ; d'éviter le contact des Renouées avec le sol sur les zones de stockage ; d'éviter leur dispersion lors des transports vers les zones de traitement ; de prendre soin au nettoyage des outils après les fauches ; d'arracher rapidement les populations en début d'implantation. D'autres techniques de lutte pourront être expérimentées.



C. L. CHARTREUX  
C. L. CHARTREUX